



Déclaration politique

FAIM
«ZÉRO»
EN 2030



Pour rendre la perspective de « faim zéro en 2030 » possible, agissons ensemble, plus et mieux, afin de mettre en œuvre des solutions politiques structurelles



ROPPA
Afrique Nourricière



Le ROPPA et le CNCR ont co-organisé une rencontre internationale, ce 16 octobre 2020, pour célébrer la Journée mondiale de l'alimentation. Cette rencontre a réuni en présentiel à la FONGS (Thiès), le Collège des Femmes (CDF) du CNCR et en format vidéoconférence, les CDF des plateformes nationales membres du ROPPA et les partenaires étatiques, bilatéraux et multilatéraux ainsi que des organisations de la société civile.

De mémoire de paysan, jamais dans la vie, jamais dans l'histoire de notre région, nous n'avons connu un empilement de crises aussi graves et d'une telle envergure. Nous avons besoin de solutions structurelles.

C'est dans un contexte particulier que nous, organisations paysannes d'agriculteurs, de pasteurs, d'agropasteurs et de pêcheurs, célébrons cette année la Journée mondiale de l'alimentation à l'occasion de laquelle nous exprimons à nos interlocuteurs et partenaires nos réflexions, visions et souhaits, susceptibles de renforcer leurs initiatives pour une transformation durable de nos exploitations familiales, pour le bien de nos pays et de notre région.

Outre les multiples crises récurrentes auxquelles font face nos communautés, nous avons cette année vu s'aggraver une crise sécuritaire, qui a obligé de nombreux agriculteurs, pasteurs, agropasteurs et pêcheurs des zones sahéliennes notamment, à quitter leurs villages en abandonnant leurs biens, leur capital de production et à prendre un chemin d'exil. Nouvelle malédiction, la crise sanitaire liée au coronavirus a frappé de plein fouet les économies agricoles et alimentaires de nos pays. Les paysans et paysannes de nos pays, qui ne vivent que de leurs productions et de la vente d'une partie des fruits de leur travail, se sont trouvés dans une situation d'asphyxie. Une année difficile donc pour le monde des agriculteurs, des pasteurs, des agropasteurs et des pêcheurs d'Afrique de l'Ouest. Nous avons certes trouvé un peu de réconfort dans l'écoute souvent attentive de nos partenaires publics ou privés nationaux, régionaux et internationaux, mais force est de constater que cette écoute n'a pas amélioré notre place dans le jeu des acteurs, souvent économiquement puissants, qui donne sa physionomie et sa

dynamique au système agricole et alimentaire mondial dans lequel nous occupons un mauvais strapontin.

Nonobstant les efforts réalisés par la CEDA, l'UEMOA depuis ces 20 dernières années dans la mise en œuvre des politiques régionales de développement du secteur ASPH avec des marges de progrès réalisés dans certaines filières, la plupart des pays de la région voient leur dépendance des importations de produits agro-alimentaires s'accroître pour couvrir les besoins de consommation de leurs populations, notamment urbaines.

Le monde paysan de nos pays n'est aidé ni par la réduction de l'Aide publique au développement (APD), ni par le recours aux Partenariats publics-privés (PPP), ni par les priorités de coopération, qui relèguent en toute fin de liste les agricultures familiales, ni par l'évolution des politiques nationales et régionales des pays industrialisés, ni par leur stratégie de dumping, ni par la décision surprenante de confier la préparation du prochain sommet sur les systèmes alimentaires non au Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) de l'ONU, avec sa gouvernance inclusive et redevable, mais à une plateforme multipartite sans légitimité.

Dans notre région, les différentes conjonctures récurrentes et la pandémie de la COVID-19 ont montré les fragilités et les risques structurels des systèmes alimentaires et accru la probabilité de l'occurrence d'une crise alimentaire et économique sans précédent. Les faibles niveaux des investissements appropriés pour soutenir le développement du secteur ASPH et la faible protection du TEC font que nos marchés sont envahis de produits importés, qui gagnent facilement la bataille commerciale dans un contexte de concur-



rence fortement asymétrique et de grande ouverture des marchés de nos pays.

Pour exemple citons le cas du lait qui, suite à la fin des quotas européens, a connu un exutoire dans nos pays, sous forme de poudre de lait, directement ou indirectement subventionnée, souvent appauvrie par l'extraction des graisses animales et, parfois seulement, leur remplacement par des graisses végétales de moindre valeur économique et nutritionnelle.

Face à ces évolutions, la région se trouve dans une impérieuse nécessité de rendre ses systèmes alimentaires plus résilients et plus durables. Cette nécessité interpelle les autorités politiques nationales et régionales et les organisations paysannes que nous sommes.

Les autorités politiques doivent impulser des approches de révision ambitieuses et profondes des politiques en cours. La région ne peut pas faire l'économie d'un tel exercice.

Les politiques nationales de développement du secteur ASPH et celles de l'UEMOA et de la CEDEAO devraient être approfondies, avec des mesures structurelles, des instruments plus pertinents au regard des conjonctures à l'œuvre, plus efficaces, plus incitatifs, qui soutiennent et favorisent véritablement une transformation durable des exploitations familiales, un accroissement de leur offre en quantité, en qualité, en diversité et en régularité, une amélioration de la transformation agroalimentaire pour adapter toujours l'offre à l'évolution des exigences des consommateurs de la région, et la résilience des communautés rurales dans les différents territoires.

Nous, paysannes et paysans, avons plus que jamais besoin d'un déploiement rapide et efficace du FRDA et du FRAA soutenus prioritairement par des mécanismes de ressources financières internes qui garantissent leur souveraineté. Notre région et nos pays ont besoin d'une meilleure protection de leurs produits et marchés locaux stratégiques ; nous avons besoin d'un marché régional des produits ASPH véritablement fonctionnel ; nous avons besoin d'instruments et de mesures incitatifs suffisants et de qualité pour faire avancer la transition agro-écologique combien nécessaire, la protection et la promotion de l'agro-biodiversité.

De notre côté, de nombreuses innovations sont en marche pour faire face aux différentes conjonctures à l'œuvre, pour maintenir et renforcer nos activités, promouvoir des systèmes de production plus résilients, rentables, créateurs d'emplois et fondés sur une approche socialement juste. Les organisations des femmes au sein de nos exploitations, ont su, en collaboration avec les institutions de recherche en technologie alimentaire, renforcer l'ingénierie de la transformation agroalimentaire et sont en train de frayer ainsi une voie probante pour gagner la bataille de la promotion de la consommation des produits issus des exploitations familiales locales.

Nous restons convaincus que ces orientations constituent la voie probante pour nos exploitations familiales, nos pays et la région ouest-africaine, pour répondre efficacement aux enjeux actuels et futurs de la sécurité et de la souveraineté alimentaire.

Nos réseaux ont la responsabilité de soutenir la mise à l'échelle de cette capacité d'adaptation et de créativité des exploitations familiales qui a sauvé les pays sahéliens lors des sécheresses successives au début des années 1970, de soutenir un accroissement en quantité, en qualité et en diversité de l'offre de production des exploitations familiales.

Nous, CNCR, ROPPA et les autres plateformes nationales membres du réseau, nous nous sommes efforcés à travers l'Observatoire des exploitations familiales du ROPPA, de suivre et de produire des connaissances sur l'évolution de nos réalités, les campagnes agricoles, les marchés, les politiques nationales et régionales d'appui au secteur ASPH, nous avons multiplié les échanges à l'échelle de notre grande région, enfin nous nous sommes accordés sur 5 champs d'investissement prioritaires de notre réseau consignés dans un Plan quinquennal (2019-2023) qui, pour nous, sont ensemble la voie pour soutenir la capacité de résilience et la transformation durable des agricultures familiales ouest-africaines : (i) les services d'accompagnement de proximité aux exploitations familiales ; (ii) l'évolution agro-écologique des systèmes de production agricole ; (iii) la promotion des activités économiques des femmes ou des jeunes au sein, à l'aval ou à côté des exploitations familiales ; (iv) l'organisation de filières inclusives ; (v) la consommation locale et nationale des produits issus des exploitations familiales ouest-africaines.

Face à la situation critique de nos activités agro-sylvo-pastorales et halieutiques, nous souhaitons profiter de la Journée mondiale de l'alimentation 2020 pour proposer aux institutions régionales (CEDEAO, UEMOA, CILSS, CORAF), à nos interlocuteurs et partenaires publics et privés, au nom des paysans et paysannes ouest-africains, de leurs plates-formes nationales et du ROPPA, de recevoir :

- Une invitation pour engager des réflexions approfondies à même de permettre d'adopter des solutions structurelles face aux crises actuellement à l'œuvre permettant de soutenir une transformation profonde des systèmes alimentaires de la région ;
- Un appel pour que soient mieux prises en compte, dans les processus des politiques et des programmes sectoriels, les priorités des paysans et paysannes inscrites dans leurs orientations stratégiques de leurs réseaux d'affiliation ;
- Une invitation à soutenir la mise en œuvre effective de la décennie de l'agriculture familiale à travers notamment son plan d'action globale ainsi que les plans d'action nationaux ;
- Une proposition de réunir des états généraux de l'agriculture et de l'alimentation, dans les pays où c'est possible et dans des formes compatibles avec les risques sanitaires et sécuritaires et au niveau régional.

À Thiès, le 16 Octobre 2020

Président du CNCR

Président du ROPPA

